
Département du
Nord

N° du registre
des délibérations

L'an deux mille vingt-six, le vingt-six février à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Alain BLONDEAU, Maire.

2026-02-02

**Objet :
Débat
d'Orientations
Budgétaires 2026**

Etaient présents :

BLONDEAU Alain, PLANCQ Carmen, DUTOIT Jean Michel, LAMBRAY Cécile, LORTHOIS Daniel, CARY Thérèse, EQUINE Philippe, JONVILLE Régine, VERRIER Michelle, BALZANO Sylvain, DHENNIN Nathalie, PERNES Geoffrey, HUIZINGA Martine, PIRET Annick, DE WAZIERES Cyril, DURAND Bernard, DUQUESNE Christine, BOURGOIS Vincent, LOMBART Muriel, TURPIN Patrice, MATHON Eliane, VANTOUROUT Eric, VANOVERSHELDE Corinne, PLICHON Philippe, CARDON Jean-Paul.

Excusés :

LESSART Alexandre, pouvoir DE WAZIERES Cyril,
DELACOURT Philippe, pouvoir LORTHOIS Daniel,
DELACOURT Séverine, pouvoir CARY Thérèse.

Date de
convocation
20/02/26

Date d'affichage
04/03/26

Absent :

BAY Edwige

Nombre de
Conseillers

- En exercice : 29
- Présents : 25
- Votants : 28

Vu le CGCT, notamment articles L 2121-20, L. 2121-21, L.2121-8, L.2312-1, L 3121-14, L. 3121-15, L. 4132-13 et L. 4132-14 ;

Vu la loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

Suite à la commission « finances » du 18/02/2026.

Monsieur Jean Michel Dutoit, adjoint aux finances, rappelle que le DOB est une étape obligatoire dans le cycle des collectivités de plus de 3500 habitants.

Il participe à l'information des élus et favorise la démocratie participative des assemblées délibérantes en facilitant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière d'une collectivité préalablement au vote du budget primitif.

Il s'agit de présenter à l'assemblée un rapport sur :

- les orientations budgétaires : évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes (fonctionnement et investissement), en précisant les hypothèses d'évolution retenues notamment en matière de concours financiers, de fiscalité et de subventions ;
- les engagements pluriannuels envisagés : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses ;
- la structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget, en précisant le profil de dette visé pour l'exercice.

Suite à un premier examen lors de la commission « finances » du 18/02/2026, le conseil municipal doit donc procéder à ce débat.

A-Contexte budgétaire dans l'environnement national et international

Le contexte économique international demeure incertain et instable. Les tensions géopolitiques persistantes, les conflits en cours et les déséquilibres sur les marchés mondiaux continuent d'avoir des répercussions sur l'économie. Même si l'inflation tend à ralentir, les prix de l'énergie, des matières premières et des prestations restent élevés. Par ailleurs, les taux d'intérêt maintenus à un niveau important, renchérissement le coût du financement et pèsent sur les projets d'investissement.

Sur le plan national, la situation économique et financière est particulièrement complexe. L'état fait face à un niveau élevé de déficit et de dette publics.

L'année dernière, Monsieur Jean Michel Dutoit, Adjoint aux finances disait : « pour la première fois sous la Vème République, l'année 2025 commence sans adoption d'un budget. »

Cette année a débuté dans un contexte encore plus dégradé.

En effet, l'examen du projet de loi de finances commence le 02/10/25.

Par la suite, nous avons assisté à des propositions plus ou moins surréalistes entre les différents partis politiques.

Au final, après bien des débats, et peu de mesures marquantes, le projet de loi de finances est adopté le 02/02/26.

Il se retrouve cependant devant le conseil constitutionnel dans une configuration inédite. Le Premier Ministre lui-même a saisi le juge constitutionnel pour s'assurer de la conformité de plusieurs dispositifs.

Cette saisine constitue un fait rare, le premier signalé depuis près de cinquante ans pour un budget de l'Etat.

On a des difficultés à comprendre, y a-t-il plus de compétences au conseil constitutionnel qu'à Bercy ?

Quoi qu'il en soit, ce conseil dispose d'un délai d'1 mois pour se prononcer.

Elle a été promulguée fin de semaine dernière.

Donc au final, l'élaboration de la loi de finances 2026 aura duré cinq mois, avec peu de réformes importantes et/ou structurelles. « Tout ça pour ça. »

Mesures concernant les collectivités territoriales :

- Augmentation des bases locatives de 0,8% ;
- Maintien de l'enveloppe de DGF ;
- Maintien au niveau de 2025 de la DETR et de la DSIL ;
- A contrario, le fonds vert, placé initialement sur une trajectoire d'extinction, après une prévision de baisse de 23%, est finalement maintenu à 850 millions d'euros (-18%).
- Réforme très importante : la dotation d'élus locaux est revalorisée et une prime de 500 euros sera versée à Mr le Maire, il s'agit de 500 euros par an !

B- Rétrospective 2016-2025

Le budget d'une commune comprend deux parties : la section de fonctionnement et la section d'investissement.

La section de fonctionnement regroupe :

- Toutes les dépenses nécessaires au fonctionnement de la commune, essentiellement les charges à caractère général et de personnel ;
- Toutes les recettes composées principalement des dotations de l'Etat et des impôts locaux.

La section d'investissement regroupe :

- Les dépenses pour le remboursement de la dette et les travaux de la commune.
- Les recettes que sont les subventions, les emprunts et surtout l'excédent de la section de fonctionnement.

→ La section de fonctionnement

Entre la date d'envoi des documents pour la commission finances et la date d'envoi la note de synthèse, les chiffres pour 2025 ont été pointés et validés par la trésorerie.

Il y a une infime différence avec ceux présentés en commission, ce qui ne remet pas en cause l'analyse rétrospective et les perspectives pour les trois prochaines années.

Retrospective financière de la Ville		19/02/2026									
		CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025
Dépenses de Gestion (a)		4 719 997	4 493 153	4 292 276	4 230 351	4 237 584	4 117 945	4 520 186	4 761 760	4 853 294	4 764 334
011	Charges à caractère général	1 557 485	1 389 891	1 381 529	1 340 016	1 379 539	1 444 484	1 601 025	1 826 075	1 790 758	1 740 826
012	Charges de personnel	2 699 697	2 665 254	2 499 448	2 447 992	2 877 767	2 409 735	2 536 551	2 585 667	2 621 953	2 661 643
65	Participations, Subventions et indemnités	437 655	414 941	411 200	442 343	480 277	263 226	381 536	348 906	436 975	354 719
014	Reversement de fiscalité (part syndi)	25 159	33 068		0		2 074		1 113	3 589	7 147
Produits de Gestion (b)		5 830 154	5 906 827	5 937 003	5 907 966	5 903 391	6 062 316	6 540 116	6 875 962	6 967 030	7 295 626
70	Produits de Gestion du domaine et des services	393 982	402 645	403 496	426 932	248 764	321 207	366 526	426 311	458 621	527 263
73	Impôts et taxes	3 697 968	3 747 652	3 816 377	3 844 052	3 882 346	3 890 823	3 980 248	4 200 079	4 214 172	4 405 062
74	Dotations et subventions	1 640 501	1 685 514	1 624 781	1 574 318	1 701 314	1 782 228	2 092 736	2 159 679	2 190 836	2 270 218
75	Autres produits de gestion	65 817	65 325	88 368	56 292	65 212	63 304	89 497	87 343	103 195	91 400
013	Atténuation de charges (rembourse)	31 890	3 691	6 981	6 472	5 755	4 154	11 060	2 593	206	1 683
Épargne de Gestion (c) = (b)-(a)		1 110 157	1 412 673	1 644 727	1 677 615	1 665 808	1 944 871	2 019 931	2 114 202	2 113 736	2 531 292
66- Charges financières (d)		0	0	20 524	80 599	76 172	74 273	94 812	98 000	100 014	86 601
67- Charges exceptionnelles (e)		2 723	3 510	10 334	2 584	5 148	2 764	4 443	2 747	400 192	1 647
68- Provisions pour risques et charges (f)		300 000							532	60,48	2561
76- Produits financiers (part sociales caisse d'épargne) (g)		11 013	11 327	9 440	0	0					
77- Produits exceptionnels hors cessions (h)		28 047	13 077	10 611	6 385	7 707	8 085	169 217	422 684		3 267
778	autres produits divers	23 147	13 077	7 609	5 866	4 593		165 571			
7711	débit et pénalité reçu (suite à procès)	4 900		2 801	520			3 015			
7714	Recouvrement sur créances admises en non valeur										
7718	autres produits exceptionnels sur opérations de gestion										
773	mandats annulés exercices antérieurs			201		3 144		631			3 267
Épargne Brute (j) = (c)-(d)-(e)-(f)+(g)+(h)		846 494	1 433 569	1 633 919	1 600 817	1 592 196	1 875 919	2 089 893	2 435 608	1 613 470	2 443 749
6811- Transfert de section automatique: Amortissements (i)		195 396	196 705	212 861	205 507	177 597	164 569	196 208	193 263	193 687	201 029
78- Reprise sur provisions pour risques et charges (t)		300 000		0	0	10 000					
040- Opérations patrimoniales (k)=(n)-(p)+(q)-(r)-(m)		0	0	0	0	0					
675	valeur des immobilisations cédées (l)	226 430	28 537	629 368	533 411				187 213	877 160	
676	+ valeurs de cessions (m)		64 263	5 532	23 989	10 900	700		25 405	1 301	
776	- valeurs de cessions (n)	37 430									
722	travaux en régie (o)										
775	Produits des cessions (p)	189 000	92 600	634 900	557 400	10 900	700		212 618	878 461	22 718
002- reprise de résultat					3 576						
Résultat de l'exercice (q) = (j)-(i)-(t)+(k)+(r)		951 098	1 236 864	1 421 057	1 398 886	1 424 599	1 710 650	1 893 686	2 242 344	1 419 783	2 242 719
002- Résultat reporté de N-1 (r)		2 061 731	2 940 670	2 749 460	2 499 621	1 601 502	1 578 653	2 322 145	3 490 971	2 467 258	1 419 783
023- Dotation en fonds propres basée sur les besoins investis		72 160	1 428 074	1 670 836	2 297 004	1 447 448	967 157	724 860	3 266 057	2 467 258	1 063 315
002- Excédent de fonctionnement à inscrire au BP = (r)-(s)		1 989 572	1 512 596	1 078 564	202 617	154 054	611 495	1 597 286	224 914	0	356 467
Résultat total (q)+(r)-(s)		2 940 670	2 749 460	2 499 621	1 601 502	1 578 653	2 322 145	3 490 971	2 467 258	1 419 783	2 599 187

Les dépenses de gestion ont baissé de près de 90 000€ par rapport à 2024 :

- Charges à caractère général : - 50 000€ suite essentiellement à une légère baisse des tarifs de l'énergie.
- Charges de personnel : + 39 000€ dont 15 000€ pour l'organisation du recensement.
- Participation, subventions : - 82 000€ suite à des dépenses exceptionnelles en 2024, de 60 000€ pour l'assainissement de l'Athénium et de 7 500€ pour l'Association Concorde (séjour de neige).

Les recettes de gestion ont progressé exceptionnellement de près de 330 000€ par rapport à 2024.

- Produits de gestion du domaine et des services : + 73 000€ essentiellement suite à une augmentation des tarifs de la restauration scolaire à la rentrée scolaire de septembre 2024.
- Impôts et taxes : + 190 000€ dont une hausse de 123 000€ des impôts locaux et de 86 000€ des droits de mutation. Les droits de mutation s'élevaient à 278 000€ en 2023, 196 000€ en 2024 et à 282 000€ en 2025. Le marché immobilier a connu une baisse sensible en 2024 pour retrouver le niveau de 2023.
- Dotations et subventions : près de 80 000€ de hausse dont environ 15 000€ en dotation de recensement et 24 395€ en dotation supplémentaire pour l'instruction scolaire obligatoire à 3 ans.

Cette baisse des dépenses corrélée à la hausse sensible des recettes permet d'afficher un résultat exceptionnel de l'exercice 2025.

L'épargne brute de gestion s'élève à 2 443 000€.

En 2022, 2023 et 2024, en neutralisant les écritures exceptionnelles de ces deux années, l'épargne de gestion se situait déjà à un bon niveau d'un peu plus de 2 millions d'Euros.

La progression pour 2025 s'avère donc remarquable.

En conclusion, les résultats de la section de fonctionnement dépassent largement nos objectifs.

→ La section d'investissement

Le montant des dépenses de 2025 s'élève à 2 853 765,97€.

La synthèse figure sur les tableaux ci-dessous avec les reports en dépenses.

Le report des dépenses est de 2 223 530€.

Retrospective financière de la Ville		19/02/2026												
		CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025	DOB 2026	DOB 2027	DOB 2028
Dépenses de Gestion (a)		4 719 997	4 498 153	4 292 276	4 230 351	4 237 584	4 117 445	4 520 186	4 761 760	4 853 294	4 764 334	5 185 800	5 495 000	5 805 000
011	Charges à caractère général	1 557 485	1 389 891	1 281 629	1 340 016	1 379 530	1 444 484	1 601 025	1 826 075	1 790 768	1 740 826	1 900 000	2 100 000	2 300 000
012	Charges de personnel	2 699 697	2 652 254	2 489 448	2 447 992	2 377 767	2 409 735	2 535 591	2 585 087	2 621 963	2 661 643	2 900 000	3 000 000	3 300 000
05	Participations, Subventions et indemnités	437 850	414 941	411 300	441 343	440 277	263 245	181 516	348 906	436 975	354 719	360 000	390 000	400 000
014	Reversement de fiscalité (part synd.)	25 159	33 063	0	0	0	2 074	1 113	3 589	7 147	5 000	5 000	5 000	5 000
Produits de Gestion (b)		5 830 154	5 985 827	5 937 003	5 907 966	5 903 391	6 062 316	6 540 216	6 875 962	6 967 030	7 295 626	7 225 634	7 396 839	7 379 412
70	Produits de Gestion du domaine et de l'équipement	392 982	481 446	400 496	426 892	348 764	323 207	366 676	426 311	458 621	527 283	517 321	525 000	535 000
73	Impôts et taxes	1 697 964	1 747 652	1 816 377	1 844 051	1 881 345	1 890 823	1 980 248	2 000 078	2 124 172	2 145 062	2 177 928	2 283 881	2 458 591
74	Dotations et subventions	1 640 501	1 686 514	1 624 781	1 574 718	1 701 114	1 782 228	2 082 736	2 159 676	2 300 834	2 270 236	2 236 204	2 283 881	2 289 881
75	Autres produits de gestion	65 117	65 325	88 348	96 291	65 211	68 904	89 497	87 348	103 195	91 400	94 000	95 000	96 000
013	Atténuations de charges (remboursement)	31 890	3 691	6 281	6 472	5 725	4 154	11 060	2 551	2 061	60,48	2561	6 000	5 000
Épargne de Gestion (c) = (b)-(a)		1 110 157	1 412 678	1 644 727	1 677 615	1 665 808	1 944 871	2 019 931	2 114 202	2 113 736	2 531 292	2 040 654	1 811 839	1 574 412
66 - Charges financières (d)		0	0	20 524	80 999	76 172	74 273	94 812	98 000	100 014	86 601	79 643	70 451	70 000
67 - Charges exceptionnelles (e)		2 723	3 510	10 334	2 584	5 148	2 764	4 443	2 747	400 192	1 647	6 800	6 000	5 000
68 - Provisions pour risques et charges (f)		300 000	0	0	0	0	0	0	582	60,48	2561	0	0	0
76 - Produits financiers (part sociale caisse d'épargne) (g)		11 015	11 327	9 440	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
77 - Produits exceptionnels hors cessions (h)		28 047	13 077	10 611	6 385	7 707	8 088	169 237	422 684	0	3 267	0	0	0
7788	autres produits divers	21 147	11 077	7 660	5 886	4 583	165 573	0	0	0	0	0	0	0
7711	débit et pénalité reçu (suite à procès)	4 900	0	2 951	516	0	3 015	0	0	0	0	0	0	0
7714	Recouvrement sur créances admises en non valeur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7718	autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
773	mandats annulés exercés antérieurement	0	0	201	201	1 144	611	0	0	0	3 267	0	0	0
Épargne Brute (i) = (c)-(d)-(e)-(f)-(g)-(h)		846 494	1 433 569	1 633 919	1 600 817	1 592 196	1 875 919	2 089 893	2 435 408	1 613 470	2 443 749	1 955 011	1 735 388	1 499 412
6811 - Transfert de section automatique: Amortissements (j)		195 996	196 705	212 861	205 507	177 997	164 569	196 288	195 263	195 687	201 029	177 600	177 600	177 600
78 - Reprise sur provisions pour risques et charges (k)		0	0	0	0	10 000	0	0	0	0	0	0	0	0
040 - Opérations patrimoniales (k)-(j)-(l)-(m)		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
675	la valeur des immobilisations cédées (l)	226 430	28 537	629 368	533 411	0	0	0	187 213	877 360	0	0	0	0
676	+ valeurs de cessions (m)	0	64 203	5 532	23 989	10 900	700	0	25 405	1 901	0	0	0	0
776	valeurs de cessions (n)	37 430	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
722	travaux en régie (o)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
775	Produits des cessions (p)	189 000	32 900	634 900	557 405	10 900	700	0	212 618	878 461	22 718	0	0	0
002 - reprise de résultat		0	0	0	3 576	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Résultat de l'exercice (n) = (i)-(j)-(k)-(l)		951 098	1 236 864	1 421 057	1 396 886	1 424 599	1 710 650	1 893 686	2 242 344	1 419 783	2 242 719	1 777 411	1 557 788	1 321 812
002 - Résultat reporté de N-1 (r)		2 861 731	2 240 676	2 785 460	2 493 621	1 601 502	1 578 653	2 322 149	3 490 971	2 467 258	1 419 783	2 599 187	3 383 670	1 552 788
025 - Dotation en fond propre basée sur les besoins investiss.		72 160	1 428 074	1 670 806	2 297 004	1 447 448	967 157	724 860	3 266 057	2 467 258	1 063 315	989 650	3 388 670	1 457 788
002 - Déclatant de fonctionnement à inscrire au BP = (r)-(s)		1 909 572	1 512 996	1 078 564	202 617	154 054	611 495	1 597 286	224 914	0	356 467	1 609 526	-5 000	95 000
Résultat total (q) = (r)-(s)		2 940 676	2 749 469	2 499 621	1 601 502	1 578 653	2 322 149	3 490 971	2 467 258	1 419 783	2 599 187	3 386 937	1 552 788	1 416 812

En synthèse, l'épargne de gestion se maintiendra pour les prochaines années à un bon niveau : 1 955 000€ en 2026, 1 735 000€ en 2027 et 1 499 000€ en 2028.

Le détail de l'évolution des dépenses et des recettes a été examiné en commission « finances » du 18/02/26.

→ Plan pluriannuel d'Investissements

La prospective montre que la commune est toujours en capacité de réaliser les projets annoncés.

PPI		26/02/2026					
		CA 2025	RAR 2025	BP 2026	2026	2027	2028
Dépenses							
20					0		
21		406 757	16 330	382 903	399 233	325 053	1 247 948
910	éclairage public	8 210			0		
911	rénovation bâtiment	548 081	34 100	0	34 100	400 000	
915	centre-ville	0	273 100	260 000	533 100	336 000	489 000
916	groupe sportif	81 453			0		
917	médiathèque	707 178	1 900 000	4 400 000	6 300 000	470 000	
918	plaine de jeu	247 159			0	0	
16	emprunt	857 429		857 429	857 429	857 429	857 429
					0	3 388 670	1 457 788
	total	2 856 266	2 223 530	5 900 332	8 123 862	5 777 153	4 052 165
recettes							
13	subvention	1 877 844		642 397	642 397	307 344	0
21	virement fonctionnement			3 388 670	3 388 670	1 557 788	1 326 812
040	ammortissement	201 029		225 000	225 000	177 600	177 600
10	dotation	1 051 034		563 265	563 265	345 751	1 089 965
024	cession	22 718	522 000	1 081 000	1 603 000		
					0		
					0		
	report*		711 870		711 870		
1068*		1 063 315	989 660		989 660	3 388 670	1 457 788
	total	4 215 940	2 223 530	5 900 332	8 123 862	5 777 153	4 052 165

Les résultats de 2025 ont connu une progression exceptionnelle par rapport à la tendance des années précédentes.

ville	hab	2017		2018		2019		2020		2021		2022		2023		2024		caf E
		caf B	caf N	caf B	caf N	caf B	caf N	caf B	caf N	caf B	caf N	caf B	caf N	caf B	caf N	caf B	caf N	
anneoeullin	10515	114	53	153	88	171	102	165	105	187	122	46	-24	147	73	205	127	
allesnes les marais	3520					70	38	152	117	150	116	15	-29	163	116	87	37	
Beaucamp	900	130	130	160	160	132	132	61	61	126	126	162	162	215	215	176	176	
don	1374	14	-47	45	-10	4	-43	71	3	-36	-75	44	6	4	-33	-60	-25	
emmerin	3245	30	1	64	34	29	-4	50	-168	28	-466	0	-38	135	96	115	74	
fournes	2204	138	68	102	8	109	50	154	115	115	75	158	117	205	37	158	-47	
gondécourt	4073	65	37	76	35	49	8	40	-1	65	31	135	103	178	146	173	137	
Hallennes les Haubour	4006	71	-5	133	-34	127	48	155	95	141	105	156	127	167	137	168	136	
haubourdin	14490	163	99	117	53	149	83	114	38	166	80	118	-16	173	95	100	46	
houplin	3485	20	-14	72	37	15	-21	93	53	91	51	230	190	263	197	252	186	
sainghin We	5590	107	100	107	99	111	103	95	53	144	101	98	-109	158	114	102	52	
salomé	2986	180	112	200	129	145	71	176	98	137	55	174	87	43	-59	361	256	
Santes	5737	66	13	153	77	104	41	90	33	131	85	115	59	74	18	70	17	
seclin	12465	67	38	59	31	101	71	95	-39	120	90	77	55	132	101	130	101	
wattignies	13483	124	97	118	80	83	40	101	65	112	75	49	12	87	50	63	26	
wavrin	7672	185	185	212	196	208	141	206	120	241	153	267	169	261	151	257	148	31
strate																		
								201	117	210	128	203	122	210	129	214	130	

Par rapport à d'autres communes, nous pouvons constater que nos résultats connaissent une régularité, ce qui démontre une gestion financière maîtrisée.

Nous pouvons donc continuer avec sérénité à réaliser nos projets tout en conservant des ressources suffisantes pour les services consacrés notamment à la jeunesse, aux aînés et au monde associatif.

Enfin, conformément au souhait de l'équipe municipale, le taux des impôts locaux ne sera pas modifié. Il est actuellement de 40,91% sur le bâti et de 51,61% sur le non bâti.

Monsieur Dutoit conclut : « en termes de bilan sur les 2 mandats, nous avons investi près de 50 millions €, nous avons créé des services supplémentaires, nous n'avons pas augmenté le taux des impôts locaux, la CAF nette est passée de 93 € par habitant en 2014 à 202€ en 2025, ce qui est largement supérieur à la moyenne de notre strate de 130€ en 2024.

Je ne sais s'il existe en France beaucoup de communes de notre taille qui ont de tels résultats ; aussi pour ce dernier conseil de cette mandature je propose de nous applaudir. »

Il précise que ces chiffres sont disponibles sur le site impôts.gouv

Le conseil municipal est invité à commenter le présent Débat d'Orientations Budgétaires 2026, qui n'amène ni remarque, ni question de la part de ses membres.

Le débat est clos.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Certifié exécutoire
conformément aux
dispositions de la loi
n°82/623 du
22.07.1982
Le Maire,

A. BLONDEAU



Pour extrait conforme
Le Maire,

A. BLONDEAU



